RÉISERBANN
d'Réiser Gemeng

Commune de Roeser
Grand-Duché de Luxembourg

EXTRAIT DU REGISTRE

aux délibérations du conseil communal

Séance publique du 14 décembre 2020

Date de l'annonce publique : 04/12/2020 — Date de la convocation des conseillers : 04/12/2020

Présences	JUNGEN, bourgmestre ; PESCH-DONDELINGER, échevine ; REDING, échevin ; BALLMANN, conseillère ; BRIX, conseillère ; CARELLI, conseillère ; FISCH, conseiller ; FLAMMANG, conseillère ; LOURENÇO MARTINS, conseiller ; MICHELS, conseiller ; POMPIGNOLI, conseiller ; STOFFEL, conseiller ; STRECKER, conseiller ; INGLEBERT, secrétaire communal.
Procurations	Néant.
Absences	Néant.
Référence	CC.2020-12-14 - 2.0
Point de l'ordre du jour	2.0
Objet	**Résolution relative à l'accord de libre-échange EU-MERCOSUR.**

Le conseil communal,

Vu la résolution de la Klima-Bündnis pour la protection de la forêt amazonienne et de ses peuples autochtones adoptée lors de l'Assemblée générale européenne de l'Alliance pour le climat le 8 octobre 2020 ;

Considérant que la Commune de Roeser est liée par un pacte d'*hermanamiento* (partenariat), depuis le 10 octobre 1992, aux populations indigènes Kollas qui habitent l'ex-Finca San Andrés, réparties dans les ayllus (communautés) de Los Najanjos, Rio Blanquito, Angosto de Paraní, San Andrés et divers parages de montagne ;

Vu la résolution adoptée le 30 septembre 2019 à l'occasion du 25e anniversaire du partenariat avec les communautés Kolla ;

Vu la délibération du 1er octobre 2008 portant approbation de la nouvelle convention de l'association de communes *Klimabündnis Lëtzebuerg*, acceptée par la réunion plénière de la *Klimabündnis Lëtzebuerg* du 9 juin 2008 ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après délibération ;

Décide **à l'unanimité des voix**

De faire sienne la résolution pour la protection de la forêt amazonienne et de ses peuples autochtones adoptée lors de l'Assemblée générale européenne de l'Alliance pour le climat le 8 octobre 2020 et figurant en annexe de la présente.

En séance à Roeser, date qu'en tête.

POUR EXPEDITION CONFORME

(Suivent les signatures)

Roeser, le vendredi 18 décembre 2020

Le bourgmestre, **Le secrétaire,**

Klima-Bündnis
Lëtzebuerg

Résolution adoptée lors de l'Assemblée générale européenne de l'Alliance pour le climat le 8 octobre 2020

EU-MERCOSUR:
contre un accord de libre-échange obsolète

Résolution du Klima-Bündnis pour la protection de la forêt amazonienne et de ses peuples autochtones

Une proposition introduite par la commune de Ober-Grafendorf (Autriche)

Klima-Bündnis Lëtzebuerg

6, rue Vauban
L-2663 Luxembourg

T. +352/43903026
klimab@oeko.lu

www.klimabuendnis.lu

Compte tenu d'une augmentation vraisemblable de la déforestation en Amazonie, dans le cadre de l'accord EU-MERCOSUR, et compte tenu des craintes qu'une ratification de l'accord ne fera que, d'un côté encourager le gouvernement brésilien dans son élan de mépris des directives environnementales, des droits de l'homme et des droits fonciers des populations indigènes, et, de l'autre côté redoubler les actions du gouvernement brésilien, qui détruisent les moyens de subsistance des populations indigènes et qui sapent en même temps l'espoir de maintenir le réchauffement climatique en-dessous de +1,5 °C … ***les membres du Klima-Bündnis lancent un appel pressant à l'adresse du Conseil européen et du Parlement européen pour que ces-derniers:***

- **refusent** l'accord de libre-échange **EU-MERCOSUR,** ainsi que d'autres accords préjudiciables au climat, dans leur forme actuelle;
- soutiennent les populations indigènes et autres populations vulnérables d'Amazonie en **protégeant leurs droits**, y compris le droit au consentement préalable, libre et éclairé, dans le cadre des **services écosystémiques que la forêt amazonienne fournit à la population mondiale** (notamment en ratifiant la Convention 169 de l'OIT), plutôt que de menacer leur existence par des incitations au vol de leurs terres et à la déforestation illégale, par des réductions tarifaires en faveur des industries de la viande, du soja et du sucre ;
- **élaborent des accords commerciaux européens qui soient compatibles avec les normes sociales et environnementales en général et**

*** DAS KLIMA-BÜNDNIS**
Seit mehr als 25 Jahren setzen sich die Mitgliedskommunen des Klima-Bündnis mit ihren indigenen Partnern der Regenwälder für das Weltklima ein. Mit 1.700 Mitgliedern aus 26 europäischen Ländern ist das Klima-Bündnis das weltweit größte Städtenetzwerk, das sich dem Klimaschutz widmet, und das einzige, das konkrete Ziele setzt: Jede Klima-Bündnis-Kommune hat sich verpflichtet, ihre Treibhausgasemissionen alle fünf Jahre um zehn Prozent zu reduzieren. Da sich unser Lebensstil direkt auf besonders bedrohte Völker und Orte dieser Erde auswirkt, verbindet das Klima-Bündnis lokales Handeln mit globaler Verantwortung. In Luxemburg sind 39 Gemeinden Mitglied im Klima-Bündnis Lëtzebuerg (Stand Ende 2018), das von den 2 NGOs ASTM und Mouvement Ecologique koordiniert wird.

avec la protection du climat en particulier, en réorientant ainsi la politique commerciale de l'UE afin qu'elle contribue à la réalisation d'objectifs politiques généraux, tels que les droits de l'homme et autres accords, y compris l'Accord de Paris sur le climat, la Convention sur la biodiversité et les objectifs de développement durable;

- veillent à ce que la politique commerciale de l'UE soit dotée de **mécanismes qui garantissent le respect des normes de durabilité convenues**, permettant de supprimer les incitations commerciales en cas de non-conformité et soutenant les efforts visant à mettre en place une législation en matière de chaînes de distribution qui soit techniquement réalisable, en ce compris des mécanismes de sanctions tant au niveau de l'UE qu'au niveau des États membres;
- **veillent à ce que les accords commerciaux de l'UE soient négociés de manière démocratique et transparente,** en impliquant - de manière appropriée et à tous les stades des négociations - le Parlement européen, les parlements des États membres, les autorités locales ainsi que la société civile. Toutes les parties aux négociations sont censées suivre le même processus démocratique et transparent, et une évaluation bilatérale de l'impact sur le développement durable devra être établie;
- aident l'agriculture européenne à se tourner vers des protéines plus végétales, en **renforçant les systèmes agro-écologiques locaux** - tant dans l'UE que dans les pays du MERCOSUR - qui protègent le climat et contribuent à la biodiversité, afin de permettre un commerce agricole complémentaire fondé sur la souveraineté alimentaire et la durabilité. Ceci nécessitera également de mettre fin aux subventions accordées à l'agriculture industrielle, qui elle est fondée sur la déforestation, les monocultures, les semences génétiquement modifiées, les pesticides et les engrais chimiques;
- **encouragent la recommunalisation des services publics locaux privatisés et la production de biens vitaux au niveau local** afin de garantir un approvisionnement durable et résilient en biens de base au sein de l'UE, tout en admettant les choix préférentiels de fournisseurs locaux dans le cadre des marchés publics et en permettant à toutes les parties d'exclure des secteurs stratégiques des privilèges commerciaux;
- **garantissent une saisie transparente des importations et des exportations de CO2,** afin de mieux informer les hommes et femmes politiques ainsi que les citoyen/nes sur les décisions à prendre en matière de commerce et de mesures de protection du climat, et d'éviter ainsi notamment des lacunes dans l'exportation de voitures à essence européennes après une éventuelle interdiction intereuropéenne.

Klima-Bündnis Lëtzebuerg - 6, rue Vauban L-2663 Luxembourg
T. +352/43903026 - klimab@oeko.lu - www.klimabuendnis.lu